

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

l'Hon. J. Arthur Mathewson, C. R.,

Trésorier de la Province

À

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

le 25 mars 1943



1943

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

l'Hon. J. Arthur Mathewson, C. R.,

Trésorier de la Province

À

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC

le 25 mars 1943



1943

1943

DISCOURS SUR LE BUDGET

25 Mars 1943

l'Hon. J. Arthur Mathewson, C.R.



Monsieur l'Orateur,

Je me lève pour soumettre la motion traditionnelle par laquelle la Chambre se constitue en Comité des voies et moyens, pour examiner les prévisions budgétaires pour l'exercice qui s'ouvrira le premier avril 1943.

Me serait-il permis tout d'abord d'enregistrer le plaisir qu'ont ressenti tous les Membres de cette Chambre à l'occasion de votre élévation à la haute charge d'Orateur de l'Assemblée législative. On a quelquefois signalé que vos fonctions sont celles d'Orateur, et non de Président de la Chambre. La distinction entre ces deux titres n'est pas seulement une distinction de forme, elle consacre la tradition de vos importantes fonctions, parce que c'est vous, Monsieur l'Orateur, qui avez pris la succession de la première personne qui, à la demande du Roi, a été choisie par le peuple afin de "parler" au nom du peuple et de déposer ses griefs au pied du Trône. Votre haute charge exige non seulement que vous présidiez les débats de la présente Assemblée législative où nous formulons des lois, mais aussi que vous représentiez l'Assemblée législative en d'autres occasions en vous adressant au représentant de Sa Majesté afin de revendiquer les droits de la Chambre et les préserver intacts.

Que vous êtes éminemment qualifié pour accomplir ces fonctions, tous les membres de la Chambre le reconnaissent. La fermeté et la justice avec lesquelles vous veillez à l'observation de nos règlements s'allient heureusement à la dignité et à la courtoisie qui constituent vos caractéristiques personnelles.

Il appartient au Trésorier, en s'adressant à la Chambre à l'occasion de la soumission du budget, de passer en revue les événements saillants des douze mois précédents.

Toutes les activités humaines dans cette Province, ainsi que dans le monde civilisé tout entier, ont subi l'influence et ont été dominées par la guerre mondiale qui sévit actuellement sur quatre continents et les sept océans.

La puissance des États de l'Axe, qui avait atteint son apogée en 1942, est, grâce à Dieu, apparemment en voie de déclin, bien que, telle une bête de proie qui a subi une blessure, elle n'en représente pas moins une source de danger extrême.

D'autre part, la force effective des Nations Unies, qui avait atteint son plus bas niveau en 1940 lorsque seules la Grande Bretagne et la Chine supportaient le choc de l'assaut de l'Axe, est en pleine recrudescence. Notre capacité de faire la guerre a égalé puis surpassé celle de l'ennemi vers le milieu de 1942; elle augmente encore à un rythme accéléré. La fortune de la bataille semble avoir tourné en notre faveur. L'attaque sensationnelle contre la côte française à Dieppe a constitué la première étape dans nos efforts pour prendre l'initiative. L'expérience et les renseignements qu'ont recueillis, à cet endroit nos gars Canadiens, ont contribué à rendre possible l'invasion massive de l'Afrique du Nord par les troupes des États-Unis. Les exploits magnifiques de la huitième Armée Britannique, lorsque de l'Égypte à la Tunisie elle a balayé le littoral méridional de la Méditerranée, ont été synchronisés et coordonnés avec l'invasion américaine.

Sur un autre front, face à notre ennemi commun, les Russes à Stalingrad ont à la défaite arraché une victoire glorieuse. Leurs exploits surhumains non seulement en tenant en échec les envahisseurs de leur sol mais en les repoussant, constituent un chapitre significatif de l'histoire du monde.

En Extrême-Orient, la récente complète destruction d'un convoi ennemi tout entier constitue un heureux présage de l'évolution future de la situation.

Notre pays a joué un rôle non sans importance dans la tournure qu'ont pris les événements. Le gigantesque plan pour l'entraînement des aviateurs mis à exécution au Canada a rendu possible le bombarde-

ment de Berlin. Le dévouement et la compétence de nos constructeurs de navires ont contribué aux succès magnifiques de notre marine de guerre et de notre marine marchande; ils ont rendu possible le transport d'hommes et de matériaux du littoral du Canada aux quatre coins du monde où ils peuvent le plus avantageusement être utilisés contre les forces du mal qui s'acharnent à détruire le Christianisme et la civilisation. Notre armée est entraînée et équipée comme elle ne l'a jamais été; elle forme un poignard étincelant dirigé vers le cœur de l'ennemi. Elle frappera en temps opportun.

Ici, au pays, nous pouvons à juste titre être fiers du succès qui a couronné nos efforts en matière de production. Nos fermes et nos usines produisent davantage de vivres, de canons, d'obus, de tanks, de vêtements et d'autres approvisionnements, qu'à aucun moment dans l'histoire de notre patrie.

C'est en partie grâce à la mise en vigueur des contrôles sur les prix—opération courageuse et d'une difficulté extrême—que nous avons pu conserver notre bon sens et notre stabilité en matière économique. Je demande aux Honorables Députés de réfléchir un moment sur ce que serait actuellement la situation financière de notre peuple ici dans notre Province si les prix n'étaient pas contrôlés. Les dépenses qu'engage le Gouvernement et qui se chiffrent non pas en millions ni en centaines de millions de dollars, mais en milliers de millions de dollars, auraient entraîné pour notre régime économique une hausse sensationnelle de tous les éléments nécessaires à la vie. En l'absence de ce contrôle, le locataire paierait un loyer accru dans d'énormes proportions, le coût des provisions et du vêtement aurait subi une très forte augmentation, les combustibles, les dépenses de construction et de nombreux autres éléments entrant en ligne de compte pour déterminer le coût de la vie auraient fait un bond formidable. Le citoyen se serait trouvé doté de plus d'argent mais aurait eu moins à manger; sa poche aurait été remplie d'un nombre plus considérable de dollars mais les prix auraient subi une hausse encore plus importante. Il convient de signaler ces faits afin que notre peuple réalise la nécessité de se discipliner lui-même et d'accepter de bon gré les restrictions qui sont nécessaires et réellement salutaires.

Le gouvernement de Québec s'est efforcé de donner l'exemple à son peuple en ce qui concerne l'application de cette discipline de soi-même à laquelle je viens de faire allusion. Pour ce qui est des aspects financiers de la question, l'administration a été consciente de son devoir d'adapter à ses moyens son train de vie, seule ligne salubre de conduite en l'occurrence. Loin de moi de prétendre qu'il n'existe pas des cas où il convient de répartir le coût de dépenses de capital sur la durée de l'existence d'un actif, mais, en temps de guerre, nous devrions nous priver de ce qui ne peut être acquitté au seul moyen des revenus.

Résultats définitifs de l'exercice 1941-42

Les Comptes Publics pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 1942 vous ont été soumis.

Lorsque le premier avril 1942, je me suis adressé à la Chambre au sujet du budget, j'ai fait état de prévisions concernant les résultats probables de l'exercice. A l'époque, les prévisions étaient fondées sur l'expérience effective de onze mois et sur une évaluation de un mois. Après avoir acquitté tant les dépenses ordinaires que les dépenses de capital, j'envisageais alors un excédent de \$1,577,300. Le résultat final s'est avéré encore plus favorable que les prévisions et, comme les Comptes Publics le font ressortir, la gestion de l'année s'est traduite par un excédent global de \$1,988,258.60.

Cette somme est affectée à la réduction de la dette nette de la Province. D'autre part, un montant de \$4,934,558.10 a été versé dans les fonds d'amortissement institués pour éteindre la dette consolidée. Enfin, d'autres sommes s'élevant au total à \$175,049.03 ont été appliquées comme réserve à certains éléments de l'actif, etc. C'est ainsi qu'une somme totale de \$7,097,865.73 a été affectée à la réduction de la dette de la Province.

Pendant l'année 1941-42 qui fait l'objet de nos présentes observations, la Province a assumé, comme obligation directe, les débentures des Ecoles techniques et professionnelles se chiffrant à une somme nette de \$2,183,430. Ces charges étaient antérieurement traitées comme des obligations indirectes.

En établissant les chiffres qui viennent d'être cités, on n'a pas tenu compte des sommes additionnelles que remboursent les cultivateurs qui ont contracté des emprunts auprès de l'Office du Crédit Agricole. On constatera que jusqu'à la fin de mars 1942 ces remboursements se sont élevés à \$2,775,000.

Je tiens à signaler ici que pendant l'année en cours, à savoir, pendant l'année qui se terminera le 31 mars 1943, les remboursements effectués par les cultivateurs ont été encore plus satisfaisants. Beaucoup d'emprunteurs effectuent des paiements dépassant considérablement leurs obligations en vertu du contrat d'emprunt. Sur un total de presque 20,000 prêts (19,974) accordés par l'Office du Crédit Agricole, trente-trois paiements seulement étaient en souffrance le 31 décembre 1942 et sur ce nombre si restreint, plusieurs cultivateurs avaient été retardés par le mauvais temps et ont depuis acquitté leurs arrérages. Mais, élément bien plus important que les sommes en jeu, ces chiffres constituent un témoignage frappant de l'honnêteté, de l'esprit d'économie et de travail ainsi que de l'intégrité fondamentale des cultivateurs de la pro-

vince de Québec. Ceux-ci ne perdent pas de vue la vérité qui a valu dans tous les temps, à savoir qu'une dette est un fardeau et que le seul moyen honorable de s'en décharger est de rembourser la dette et ce, aussi rapidement que possible. Le caractère constitue la pierre angulaire du crédit et dans la province de Québec cette pierre est solidement posée.

Résultats provisoires de l'exercice 1942-43

Passant maintenant à la gestion de l'exercice financier 1942-43 qui se terminera le 31 mars prochain, je sou mets des tableaux qui font ressortir les résultats probables.

Tableau No 1

PROVINCE DE QUÉBEC
ÉTAT PROVISOIRE DU REVENU ORDINAIRE
pour l'année financière 1942-43
11 mois terminés — 1 mois en cours — 12 mois

REVENU ORDINAIRE:

Provenant de taxes:

Trésor, Bureau du Revenu:		
Loi des véhicules-automobiles.....	6,800,000.00	
Taxe sur la gazoline.....	11,800,000.00	
Droits sur les successions.....	6,800,000.00	
Taxes sur les corporations.....	15,800,000.00	
Taxes sur transferts de valeurs.....	200,000.00	
Licences d'hôtels, restaurants, etc.....	330,000.00	
Taxe sur le tabac.....	3,600,000.00	
Taxe de vente.....	13,200,000.00	
Taxe sur le revenu.....	3,125,000.00	
Autres taxes.....	50,000.00	
	<u>61,705,000.00</u>	
Trésor, Bureau des Assurances.....	130,000.00	
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	3,300,000.00	
Secrétaire de la Province.....	105,000.00	
Travaux Publics.....	35,000.00	
Travail.....	85,000.00	
Chasse et Pêche.....	25,000.00	
Procureur-Général.....	170,000.00	65,555,000.00

Provenant d'autres sources:

Subside de la Puissance du Canada basé sur la population.....	2,745,000.00	
Intérêts (y compris intérêts sur fonds d'amortissement).....	2,045,000.00	
Commission des liqueurs de Québec:		
Compte de commerce.....	9,450,000.00	
Moins: Octroi à l'Assistance publique.....	<u>1,000,000.00</u>	8,450,000.00
Richesses naturelles:		
Terres et Forêts.....	8,450,000.00	
Mines.....	1,980,000.00	
Chasse et Pêche.....	435,000.00	
Colonisation.....	<u>130,000.00</u>	10,995,000.00
Honoraires, divers départements.....	705,000.00	
Amendes, divers départements.....	730,000.00	
Contributions municipales:		
Entretien des prisons et des prisonniers.....	50,000.00	
Divers, différents départements.....	<u>1,065,000.00</u>	
		<u><u>\$92,340,000.00</u></u>

Tableau No 2

PROVINCE DE QUÉBEC
ÉTAT PROVISOIRE DES DÉPENSES ORDINAIRES ET DE CAPITAL
 pour l'année financière 1942-43
 11 mois terminés — 1 mois en cours — 12 mois

Départements	Total	DÉPENSES	
		Ordinaires	De Capital
Affaires Municipales, Industrie et Commerce	475,000.00	475,000.00	—
Agriculture.....	7,940,000.00	7,390,000.00	550,000.00
Bureau de Reconstruction Économique....	515,000.00	65,000.00	450,000.00
Chasse et Pêche.....	555,000.00	555,000.00	—
Colonisation.....	3,995,000.00	3,095,000.00	900,000.00
Conseil Exécutif.....	1,565,000.00	1,565,000.00	—
Instruction publique.....	8,530,000.00	8,530,000.00	—
Législation.....	750,000.00	750,000.00	—
Mines et Pêcheries Maritimes.....	1,300,000.00	1,010,000.00	290,000.00
Procureur général.....	4,465,000.00	4,465,000.00	—
Santé et Bien-être Social.....	5,820,000.00	5,765,000.00	55,000.00
Secrétaire de la Province.....	5,110,000.00	4,915,000.00	195,000.00
Terres et Forêts.....	3,230,000.00	2,845,000.00	385,000.00
Travail.....	6,405,000.00	6,405,000.00	—
Travaux Publics.....	3,180,000.00	2,425,000.00	755,000.00
Trésor.....	20,900,000.00	20,900,000.00	—
Voirie.....	16,685,000.00	7,640,000.00	9,045,000.00
	<u>\$ 91,420,000.00</u>	<u>\$ 78,795,000.00</u>	<u>\$ 12,625,000.00</u>

SOMMAIRE

Compte Ordinaire:

Revenu ordinaire..... 92,340,000.00
 Dépenses ordinaires..... 78,795,000.00

Surplus au Compte Ordinaire..... \$ 13,545,000.00

Compte Capital..... \$ 12,625,000.00

On constatera que ces tableaux sont basés sur une expérience effective de 11 mois et sur une prévision de 1 mois.

Les chiffres qui y figurent témoignent qu'une fois de plus la Province de Québec a adapté ses dépenses aux limites de ses moyens, et ce, sur une base globale. Ils font ressortir un excédent global, tant sur les comptes ordinaires que de capital, évalué à \$920,000. Les revenus, pour une période effective de 11 mois à laquelle on a ajouté une prévision pour 1 mois, s'élèvent à \$92,340,000. Les dépenses au compte ordinaire, pour la période de 12 mois, sont de \$78,795,000., ce qui laisse un excédent de \$13,545,000. au compte ordinaire. De ces chiffres doivent être déduites les dépenses de capital pour les 12 mois se montant à \$12,625,000., ce qui, comme je viens de le signaler, laisse un excédent global de \$920,000.

Je tiens à rappeler que les dépenses comprennent des paiements de plus de \$5,000,000. aux fonds d'amortissement de la Province pour la liquidation de ses dettes. D'autre part, j'attire de nouveau l'attention sur les remboursements effectués par l'entremise de l'Office du Crédit Agricole, qui s'élèvent maintenant à plus de \$4,500,000., y compris la somme de \$2,775,000. que j'ai déjà mentionnée.

L'excédent de l'année, qui est maintenant évalué à \$920,000., sera affecté à la réduction de la dette nette de la Province.

La situation du marché

Malgré les conditions généralement défavorables et difficiles qui ont prévalu dans les marchés financiers depuis que le Gouvernement a pris le pouvoir, celui-ci, sans que la faute lui en soit imputable, a eu à faire face à la tâche herculéenne de consolider ou de faire face à l'échéance de presque 50% de la dette publique. C'est une tâche à laquelle aucun autre gouvernement provincial n'a eu à faire face dans les limites d'une période aussi courte et le fait que le Gouvernement l'a menée à bonne fin démontre clairement la confiance que placent en sa politique les épargnants.

Pendant l'année 1942-43, la Province n'a effectué aucun emprunt pour les besoins courants ni pour des dépenses de capital. Plusieurs emprunts en cours sont arrivés à échéance. Les fonds d'amortissement créés à cet effet ont été affectés à la réduction des sommes devenues exigibles et, pour le reliquat, on a eu recours à des opérations de remboursement. Des emprunts de renouvellement s'élevant au total à \$57,525,000. (dont \$37,525,000. représentaient des obligations à long terme offertes au public) ont trouvé acquéreur sans difficulté. Les demandes ont dépassé les offres et les listes de souscription furent closes quelques heures après leur ouverture. Ces obligations ont dans une large mesure été achetées, pour des fins de placement, par le public de la Province, ce qui constitue une particularité très significative et satisfaisante de ces opérations.

En émettant ces emprunts à long terme, le Gouvernement s'en est tenu à la politique qu'il s'attache à poursuivre, à savoir, de libérer le marché à court terme de la congestion qu'a provoquée la politique imprévoyante dont on s'inspirait il y a quelques années lorsque de nombreux emprunts, s'élevant à des sommes très considérables, ont été émis à court terme. Le marché pour les obligations à court terme de la Province de Québec a été encombré par l'excédent de l'offre par rapport à la demande. Cette situation est actuellement en voie d'être corrigée, ce que démontre le cours en bourse des obligations de la Province.

Il peut être intéressant de signaler qu'actuellement toutes les obligations à long terme en cours, émises antérieurement à 1936 (sauf un ancien emprunt de 1894 payable à Paris) étaient dotées de fonds intégraux d'amortissement, lesquels ont depuis lors été constamment alimentés. En d'autres termes, les fonds d'amortissement accumulés par la Province pour faire face auxdites obligations à leur échéance seront suffisants pour les rembourser intégralement.

Le gouvernement de l'Union Nationale a complètement renoncé à cette pratique vieillie mais éminemment saine; il a réduit à $\frac{1}{2}$ de 1% les sommes qui devaient être versées dans les fonds d'amortissement. En ce qui concerne les emprunts de remboursement qu'il a contractés, le Gouvernement actuel a doublé les dotations aux fonds d'amortissement.

Nous estimons qu'il convient d'affecter toutes les sommes disponibles au remboursement de la dette en cours et d'alléger le fardeau des impôts dans toute la mesure du possible. L'année dernière, nous avons supprimé les péages sur les ponts, une affaire de \$1,400,000.; cette année, nous proposons un dégrèvement en ce qui concerne les droits sur les petites successions.

Prévisions pour l'exercice 1943-44

Passons maintenant aux prévisions budgétaires. Je sou mets des tableaux qui font ressortir les prévisions de revenus et de dépenses pour l'année prochaine, à savoir pour l'exercice 1943-44.

Tableau No 3

PROVINCE DE QUÉBEC

**ÉTAT DES REVENUS ORDINAIRES PROBABLES POUR L'ANNÉE
FINANCIÈRE 1943-44**

REVENU ORDINAIRE:

Provenant de taxes:

Trésor, Bureau du Revenu:		
Loi des véhicules-automobiles.....	5,600,000.00	
Taxe sur la gasoline.....	11,800,000.00	
Droits sur les successions.....	9,500,000.00	
Taxes sur corporations.....	15,720,000.00	
Taxes sur transferts de valeurs.....	250,000.00	
Licences d'hôtels, restaurants, etc.....	335,000.00	
Taxe sur le tabac.....	3,700,000.00	
Taxe de vente.....	13,000,000.00	
Taxe sur le revenu.....	2,470,000.00	
Autre taxes.....	44,800.00	
	<hr/>	
	62,419,800.00	
Trésor, Bureau des Assurances.....	128,200.00	
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	2,000,000.00	
Secrétaire de la province.....	110,000.00	
Travaux publics.....	36,000.00	
Travail.....	89,000.00	
Chasse.....	20,100.00	
Procureur général.....	64,000.00	64,867,100.00
	<hr/>	

Provenant d'autres sources:

Subside de la Puissance du Canada (basé sur la population).....		2,739,129.00
Intérêts:		
Provenant du fonds d'amortissement.....	1,500,000.00	
Provenant d'autres comptes.....	447,400.00	1,947,400.00
	<hr/>	
Commission des liqueurs de Québec:		
Compte de commerce.....	8,500,000.00	
Moins: Octroi à l'Assistance publique.....	1,000,000.00	7,500,000.00
	<hr/>	
Richesses naturelles:		
Terres et forêts.....	8,401,000.00	
Mines et Pêcheries.....	1,943,300.00	
Chasse.....	388,400.00	
Colonisation.....	131,500.00	10,864,200.00
	<hr/>	
Honoraires, divers départements.....		657,500.00
Amendes, etc., divers départements.....		720,000.00
Contributions municipales:		
Entretien des prisons et prisonniers.....		48,000.00
Divers, différents départements.....		853,600.00
		<hr/>
		\$ 90,196,929.00
		<hr/>

Tableau No 4

PROVINCE DE QUÉBEC
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES - ORDINAIRES ET EN
IMMOBILISATIONS

Pour l'année financière 1943-44

Départements	Total	DÉPENSES	
		Ordinaires	En immobili- sations
Affaires municipales.....	124,875.00	124,875.00	—
Agriculture.....	6,100,000.00	6,100,000.00	—
Bureau de reconstruction économique.....	58,000.00	28,000.00	30,000.00
Chasse.....	527,000.00	527,000.00	—
Colonisation.....	4,000,000.00	4,000,000.00	—
Conseil Exécutif.....	1,701,300.00	1,701,300.00	—
Industrie et Commerce.....	487,890.00	487,890.00	—
Instruction publique.....	8,976,970.00	8,976,970.00	—
Législation.....	728,400.00	728,400.00	—
Mines.....	711,500.00	711,500.00	—
Pêcheries.....	632,900.00	492,900.00	140,000.00
Procureur général.....	4,559,890.00	4,559,890.00	—
Santé et Bien-Être Social.....	6,157,700.00	6,102,700.00	55,000.00
Secrétaire de la Province.....	4,931,000.00	4,920,000.00	11,000.00
Terres et Forêts.....	2,990,800.00	2,660,800.00	330,000.00
Travail.....	6,877,800.00	6,877,800.00	—
Travaux Publics.....	4,740,800.00	3,842,500.00	898,300.00
Trésor.....	21,099,160.00	21,099,160.00	—
Voirie.....	14,517,700.00	8,317,700.00	6,200,000.00
	\$ 89,923,685.00	\$ 82,259,385.00	\$ 7,664,300.00

SOMMAIRE

Compte Ordinaire:

Revenu ordinaire.....	90,196,929.00
Dépenses ordinaires.....	82,259,385.00

Surplus au Compte Ordinaire..... **\$ 7,937,544.00**

Compte "Immobilisations"..... **\$ 7,664,300.00**

On constatera que dans le budget qui vous a été communiqué il est prévu que toutes les dépenses, tant ordinaires que de capital, seront soldées sur le seul produit des revenus. On envisage d'autre part un excédent global de \$273,244.

Les revenus sont évalués à..... \$90,196,929.

Les prévisions de dépenses au compte ordinaire
se chiffrent à..... 82,259,385.

ce qui fait ressortir un excédent des revenus
sur les dépenses de..... \$ 7,937,544.

Les dépenses de capital ont été réduites cette année à \$7,664,300. En déduisant ce montant de l'excédent sur le compte ordinaire, on aboutit à un excédent global de \$273,244.

Ce n'est pas sans quelque préoccupation qu'en établissant les chiffres des différents départements pour l'année 1943-44, j'ai constaté que les dépenses au compte ordinaire semblaient avoir augmenté par rapport à celles du budget présenté il y a un an.

Pour l'année 1942-43, les prévisions de dépenses ordinaires s'élevaient dans le budget à \$77,931,435. Dans celui du prochain exercice les dépenses ordinaires sont évaluées à \$82,259,385., ce qui représente une augmentation apparente de \$4,327,950.

Une analyse des prévisions des différents départements explique clairement cette différence; elle est imputable jusqu'à concurrence de \$1,785,000. à de simples transferts du compte capital au compte des dépenses ordinaires. Différentes rubriques qui faisaient antérieurement partie du compte capital étaient d'une nature telle qu'elles ne représentaient pas, pour le Gouvernement, des éléments tangibles d'actif correspondants. C'est ainsi, par exemple, que le défrichement des terres pour les colons, les octrois aux municipalités pour la construction ou la réparation de ponts et de chemins municipaux, les travaux d'aménagement des bâtiments publics et d'autres dépenses analogues étaient antérieurement considérées comme des dépenses au compte capital. On a abouti à la conclusion que ces dépenses rentraient plutôt dans la catégorie des dépenses ordinaires, étant donné notamment qu'elles sont soldées chaque année sur les revenus courants de la Province. On a donc procédé à des transferts; si les frais qu'entraînent ces travaux et octrois rentrent maintenant à juste titre dans la catégorie des dépenses ordinaires, qui ont ainsi subi une augmentation proportionnée, il y a eu, en contrepartie, une diminution correspondante au compte capital.

Parmi les autres éléments qui justifient l'augmentation des dépenses ordinaires, je citerai des crédits accrus d'environ \$900,000. pour le département de l'Instruction publique en sus de l'octroi spécial de \$3,000,000. voté pour la première fois l'année dernière et qui est de nouveau inscrit dans le budget de l'an prochain. La Province ayant pris à sa charge l'entretien d'un réseau de routes plus étendu, il est nécessaire

de prévoir à ces fins une somme plus considérable que l'année dernière. On a également inscrit au budget une somme requise pour la réparation des ponts. Le département du Trésor entre également en ligne de compte pour l'augmentation des dépenses ordinaires, en raison des taux légèrement plus élevés sur les obligations à longue échéance, des allocations de vie chère et des pensions versées à un nombre supérieur de fonctionnaires. L'expansion des services sociaux a occasionné d'autres augmentations auxquelles il a nécessairement fallu faire face.

On s'est attaché à réduire au strict minimum toutes les augmentations des dépenses ordinaires et à ramener les dépenses de capital à un montant n'excédant pas les revenus disponibles.

Le Gouvernement est toujours fermement résolu à restreindre ses dépenses aux limites de ses moyens et à équilibrer son budget sur une base globale. Dans les limites de l'équilibre budgétaire qui a ainsi été établi, le Gouvernement a pourvu une somme qui l'année prochaine dépassera \$5,000,000. à valoir sur les dettes du passé, sans compter les remboursements qu'effectuera l'Office du Crédit Agricole.

L'administration actuelle estime qu'elle a reçu du peuple de la Province de Québec le mandat de gérer avec sagesse et prudence les affaires financières de la Province. Il ne serait pas justifiable de transmettre aux générations futures une Province surchargée de dettes. Il ne pourrait y avoir de menace plus dangereuse pour l'autonomie d'une province quelconque (sauf, bien entendu, une défaite militaire) qu'un fardeau de dettes trop lourd pour ses contribuables. Une Province qui se trouverait dans une telle situation serait, jusqu'à un certain point, exposée à être placée sous tutelle. Il n'y a jamais eu, pour l'autonomie de Québec, de menace plus dangereuse que celle qu'a provoquée l'Union Nationale en épuisant, en trois courtes années, le crédit de la Province après avoir ajouté à la dette publique une somme supérieure au total de la dette après quarante ans d'administration libérale.

L'administration actuelle est résolue et rien ne la détournera de ses intentions, de maintenir l'intégrité financière et ainsi l'indépendance financière de la Province de Québec. Le Gouvernement n'a pas hésité à prélever des impôts pour faire face au fardeau de la dette et aux frais accrus qu'il avait hérités du régime antérieur et il n'a pas manqué de réduire les dépenses au niveau des limites de ses revenus. En adoptant et poursuivant une telle politique de stabilité et d'ordre financiers, le Gouvernement est conscient de son devoir envers les générations futures; il estime d'autre part qu'en adoptant une telle ligne de conduite il prépare au mieux la Province à faire face à la situation qui se présentera inévitablement lorsque la guerre aura été gagnée.

Si nous devons survivre à la tempête de la guerre et aux réactions de la période qui la suivra, il importe d'enseigner à notre peuple la valeur et la nécessité de la discipline et de l'ordre. L'autorité doit être respectée et ceux qui détiennent cette autorité doivent être à la hauteur de leurs responsabilités.

Ce n'est que par la coopération des différentes classes de la population dans les buts à poursuivre qu'il nous sera possible de trouver la solution des problèmes d'ordre économique et social qui se poseront. Ces problèmes ne peuvent pas être résolus dans une atmosphère d'instabilité sociale ni en faisant abstraction de sains principes financiers. Il est faux de penser qu'un gouvernement quelconque puisse par l'adoption de lois mettre fin aux difficultés économiques du monde. Le travail et l'économie constituent les seules sources de la richesse. Les lois ne peuvent que régler jusqu'à un certain point la répartition des biens de la terre une fois qu'ils ont été produits, mais les lois ne peuvent rien produire. Ceux qui fondent de grandes espérances sur des projets de sécurité sociale subiront une rude déception s'ils ne se rendent pas pleinement compte de cette vérité.

La Sécurité sociale

Il convient de signaler en passant que le succès de toute société organisée est en fonction du calibre et de l'envergure de ses dirigeants. Aucun système d'économie sociale ou politique ne peut obtenir des résultats supérieurs à la valeur morale des personnalités appelées à le diriger. Un foyer et du travail pour chaque individu constituent la meilleure forme possible de sécurité sociale.

Par des lois appropriées, le Gouvernement peut et tiendra à réprimer la cupidité et les abus de pouvoir. Il atténuera l'effet des coups que le sort assène sur les individus en en répartissant les conséquences sur la communauté dans son ensemble; il attaquera à sa racine le fléau de la maladie, mais toutes ces initiatives ne doivent pas créer la fausse impression que le Gouvernement peut, de par lui-même, créer la richesse. Les impôts que le Gouvernement prélève sur le peuple sont ses seules sources de revenus et, sans prospérité, le peuple ne peut s'acquitter de ses taxes. Le Gouvernement ne peut pas faire vivre le peuple. En dernière analyse c'est le peuple qui subvient aux besoins du Gouvernement. La sécurité sociale est une phrase vide de sens à moins qu'elle ne soit liée à l'idée de prospérité et, je le répète, la seule source de la richesse c'est le travail.

La fonction du Gouvernement est de faire tout ce qui est en son pouvoir pour développer l'initiative individuelle. Ce qui donne à la vie économique son impulsion c'est l'espoir d'une récompense, la possibilité pour chacun de se rendre acquéreur des objets nécessaires à son bien-être personnel et à son avancement, et de mettre les siens à l'abri de la misère. Si, par l'enrégimentation de la vie économique, l'espoir d'une récompense n'est plus proportionné aux efforts de l'homme, si l'on ne peut plus améliorer sa situation en travaillant avec plus d'énergie, l'initiative dépérira et disparaîtra et, avec la destruction de l'initiative personnelle, tout progrès humain cessera. On ne doit pas oublier que de la génération actuelle plus de personnes gagnent leur pain dans les entreprises nouvelles que dans les entreprises anciennes. Des industries,

dont personne n'avait entendu parler il y a cinquante ans, donnent de l'emploi à plus de la moitié de nos travailleurs. La radio, l'automobile, le téléphone, l'aéroplane constituent quelques-unes seulement des entreprises d'un développement récent qui ne sont probablement rien par rapport au potentiel de développement futur. C'est ainsi que l'industrie chimique, les inventions en matière plastique ouvrent des horizons pleins de promesses. Malgré les vastes réalisations qu'elle a déjà accomplies, l'industrie électrique n'en est qu'à ses débuts. L'avion est en passe de révolutionner encore plus profondément le monde du transport que ne l'avaient fait le moteur à combustion interne et l'automobile. Tout le problème de l'alimentation du monde est susceptible d'être radicalement transformé par l'utilisation de la chimie dans l'agriculture et la production de récoltes multiples par la chaleur artificielle. Ces exemples ne représentent que quelques vagues indications de ce que nous réserve l'avenir, mais, si l'initiative privée est détruite, tous ces avantages nous seront refusés. Pour permettre à l'humanité de progresser il faut absolument conserver la véritable liberté d'initiative ainsi que la possibilité de pouvoir en toute honnêteté améliorer son sort.

C'est pour garantir cette liberté si essentielle au bien-être général qu'il convient de restreindre l'exercice du pouvoir économique par ceux qui en abusent. Un petit nombre d'individus ont souvent la gérance d'énormes blocs de capitaux, concentrés de nombreuses sources. L'extension gigantesque des entreprises modernes rend parfois toute concurrence impossible, d'où un monopole. Monopole signifie puissance et la puissance est susceptible de mener à des abus. Il appartient au Gouvernement d'empêcher les abus et, où ils existent, de les réprimer et de les contrôler. Partout où les concentrations de capitaux sont utilisées comme instrument de dictature économique, il convient et importe que l'État intervienne. Les observations que je viens de formuler s'appliquent également à d'autres aspects de la puissance économique. Des groupements, quelque légitimes et utiles qu'ils soient pour la protection mutuelle de leurs membres, ne doivent pas pouvoir dégénérer et tomber sous la domination et le contrôle d'une minorité égoïste entendant abuser de ses pouvoirs. Il ne peut y avoir d'État dans l'État. Aucune forme de dictature ne pourra être tolérée et ne sera tolérée. Il convient d'encourager les activités légitimes de l'ensemble de la population et de réprimer les manœuvres antisociales d'une partie quelconque de la communauté.

Conclusion

En vous soumettant des chiffres pour le passé et des projets pour l'avenir je me rends pleinement compte—et je tiens à insister particulièrement sur cette considération—que toutes nos perspectives d'avenir sont subordonnées à l'accomplissement de la tâche gigantesque qui confronte les Nations Unies—à savoir, celle de gagner la guerre.

Nous comprendrons mieux la mesure dans laquelle toutes nos activités dépendent de la réalisation de cette condition préalable lorsque je rappellerai à la Chambre que notre présence ici dans cette Assemblée législative est rendue possible par la bravoure d'hommes qui ont donné leur vie pour éloigner l'ennemi de notre littoral et grâce au fait que nous n'avons pas perdu la guerre. Dans le monde tout entier, la nôtre est la seule libre Assemblée législative où le français est couramment parlé. Toutes les libres institutions ont été détruites dans les pays soumis à la domination germanique. C'est seulement à l'abri des drapeaux déployés des Nations Unies qu'il y a une sécurité quelconque contre la destruction de la liberté et contre la domination des puissances de l'Axe. S'il est vrai que des États neutres subsistent encore, la raison n'en est pas au triomphe du droit, leur survie n'est que le résultat accidentel de l'opportunité; c'est que l'Allemagne et le Japon n'ont pas jugé utile de les ravager—jusqu'ici.

Ne nous faisons pas d'illusion: la tâche à laquelle notre pays et ses Alliés ont encore à faire face n'est pas une tâche facile. Nous n'avons pas encore réellement livré bataille aux armées principales de l'ennemi. Consacrons-nous donc de nouveau à la tâche qui nous est assignée et gérons nos affaires dans le Parlement de notre Province d'une telle manière que, lorsque la bataille aura été gagnée et que le droit d'être libre sera rétabli sur la terre, nous serons en mesure de marcher la tête haute et, regardant qui que ce soit dans les yeux, de dire: La Province de Québec a fait sa part.

Je propose, M. l'Orateur, que vous quittiez maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en Comité des voies et moyens.
